

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La non-adoption des exemptions humanitaires de la CEDEAO aux sanctions contre le Niger met en danger la vie de millions de Nigériens

Niamey, Niger, 12 décembre 2023 –Les ONG internationales du Niger expriment leur profonde déception face à l'absence d'exemptions humanitaires accordées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au régime de sanctions prises contre le Niger. Des exemptions humanitaires atténueraient les souffrances de plus de 4,3 millions de Nigériens ayant un besoin urgent d'aide humanitaire, pour lesquels les conséquences s'aggravent de jour en jour. La frontière entre le Bénin et le Niger reste fermée à l'aide humanitaire et nous appelons à sa réouverture d'urgence.

À la suite de la [réunion](#) du 10 décembre des chefs d'État et de gouvernement, la CEDEAO n'a pas tenu compte des [appels lancés par la communauté humanitaire](#) pour garantir que les civils du Niger aient accès à une aide vitale et que les plus vulnérables ne souffrent pas davantage.

Mohammed Chikhaoui, représentant humanitaire des ONG internationales au Niger, a déclaré :

« Nous sommes très préoccupés par le fait que nos appels à des exemptions humanitaires soient tombés dans l'oreille d'un sourd. C'est un message alarmant pour le peuple nigérien : suspendre les activités humanitaires essentielles alors que les besoins humanitaires augmentent. Les populations doivent avoir un accès total et sans entrave à l'assistance. La route avec le Bénin est bloquée pour des raisons politiques et les routes alternatives aériennes ou burkinabè actuellement utilisées sont trop lentes, trop coûteuses et moins efficaces. Nous devons voir un changement maintenant.

« Plus de 2 millions de personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire entre octobre et décembre 2023, ce qui a contraint 15 % de la population à déménager faute d'accès à la nourriture ou à l'assistance. Les enfants souffrent le plus ; les 185 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë modérée n'ont plus accès aux traitements car ils ne sont plus disponibles. 40 000 enfants risquent de tomber dans la forme de malnutrition la plus grave et la plus mortelle.

« La décision des chefs d'État de la CEDEAO de maintenir les sanctions sans tenir compte des impératifs humanitaires cruciaux a des conséquences directes pour la population nigérienne, comme la rareté des liquidités et la difficulté de s'approvisionner en nourriture, et entrave sérieusement les efforts d'apporter une aide humanitaire vitale au Niger.

« Ce n'est pas seulement la frontière, mais aussi les sanctions financières et économiques qui affectent notre capacité à fonctionner et les communautés à recevoir des services. L'absence d'exemption humanitaire dans les sanctions économiques maintenues par la CEDEAO risque de compromettre sérieusement l'accès à l'assistance médicale, à la nourriture et à d'autres besoins essentiels pour les populations les plus vulnérables du Niger. »

Nous renouvelons notre appel à toutes les parties pour garantir qu'un accès efficace et ininterrompu à une aide indispensable parvienne aux personnes vulnérables. Des exemptions humanitaires juridiquement contraignantes mises en œuvre par tous sont essentielles à la fourniture de biens, de services et de ressources économiques nécessaires à la réalisation d'activités humanitaires impartiales, ainsi qu'à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Nous demandons l'ouverture immédiate de la frontière entre le Bénin et le Niger à l'aide humanitaire.

Signataires :



Contact:

Mamadou Coulibaly
Manager Communication
GTH-OIREN

MamadouCoulibaly.Boubacar@rescue.org

+227 97 86 05 01